

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 22
Procuration(s) : 2
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0145

RELATIVE A LA SIGNATURE DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL CONCLU DANS LE CADRE DE LA
RESILIATION DU MARCHE N°181207 avec ALKAR et SCOP ALKAR
(Lot n°12 Atribus et Totem)

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillères départementales représentées :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITTA, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 Juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu le rapport n°2023-1881 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Vu l'avis de la Commission Administration Générale, Transport et Transition Écologique du jeudi 06 juillet 2023 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentées,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer le protocole transactionnel pour solder financièrement le marché n°181207 avec ALKAR et SCOP ALKAR ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
CONCLU DANS LE CADRE DE LA RESILIATION DU MARCHE N°181207
(Lot n°12 Abribus et Totem)**

ENTRE :

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE**, ayant son siège 8, rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par son président en exercice, dûment habilité par délibération de l'assemblée du conseil départemental n°... en date du ... 2023 (*annexe n°1*),

Ci-après le « **DEPARTEMENT** »,

ET :

ALKAR MAYOTTE SARL, SARL inscrite au RCS de Mamoudzou sous le numéro 819 625 443, dont le siège est BAL n°38 Place Mariage CS 73904, 97600 Mamoudzou, prise en la personne de son représentant légal,

ALKAR SCOP, société coopérative de production à forme anonyme inscrite au RCS de Mamoudzou sous le numéro 327 115 226, dont le siège est ZA René Elissabide, 14 avenue René Elissabide, 64130 Mauléon Licharre, prise en la personne de son représentant légal,

Ci-après « **ALKAR** »,

Ci-après ensemble les « **PARTIES** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Le 14 septembre 2018, le DEPARTEMENT a notifié à un groupement conjoint composé d'ALKAR, de SCOP ALKAR et de S2AMETAL (ci-après le GROUPEMENT) un accord-cadre portant sur des fournitures et installation d'abribus et totems pour le transport interurbain départemental à Mayotte (Lot n°12 – marché n°181207) (ci-après le « Marché »).

2. En application du Marché, le DEPARTEMENT a signé le 21 janvier 2019 un bon de commande portant sur la livraison de 41 abribus (1 330 409 €) et 43 totems (72 455 €).

3. Le 29 octobre 2019, un OS n°3 de démarrage des travaux à compter du 4 novembre 2019 a été notifié au GROUPEMENT.

4. Toutefois, en cours d'exécution, le Marché a été impacté par de multiples difficultés.

Par un OS n°8 du 16 mars 2020, le Marché a été suspendu pour cause de crise sanitaire du 17 mars 2020 au 22 juin 2020 (suspension de 97 jours).

Puis, le Marché a de nouveau été suspendu à plusieurs reprises pour cause de « non-maîtrise du foncier » :

- Par un OS n°13 du 1^{er} juillet 2020, le chantier a été suspendu du 1^{er} juillet 2020 au 26 octobre 2020 (suspension de 117 jours) ;
- Par un OS n°15 du 2 novembre 2020, le chantier a été suspendu du 2 novembre 2020 au 31 décembre 2020 (suspension de 49 jours) ;
- Puis, sans que l'exécution du Marché ait été suspendu, certaines emprises foncières sont restées indisponibles, ce qui n'a jamais permis l'achèvement des travaux.

5. A ce jour, le GROUPEMENT a livré les 41 abribus : 26 abribus ont été installés et 15 sont actuellement stockés dans l'attente d'être installés.

6. Le 25 octobre 2022, ALKAR a déposé pour son compte un mémoire en réclamation pour être indemnisée des préjudices que lui ont causé les interruptions et les retards de paiement. Il est réclamé :

- 25 020 € au titre des immobilisations matérielles et des matériaux,
- 16 758 € au titre des intérêts moratoires,
- 294 612,71 € au titre du « défaut de couverture des frais fixes » (perte d'industrie),

Soit au total 333 584,16 €.

7. ALKAR a ultérieurement transmis de nouvelles factures au titre des immobilisations matérielles et des matériaux, pour un montant de 21 600 €.

8. Dans ce contexte, les PARTIES se sont rapprochées afin de rechercher une solution amiable à leur différend.

Après avoir pris la mesure de leur désaccord, en pleine connaissance de leurs droits respectifs, et après s'être mutuellement consenties des concessions, les PARTIES ont décidé de conclure le présent protocole transactionnel (ci-après le « Protocole »).

Paraphes :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

Ce préambule (ci-après le « Préambule ») fait partie intégrante du Protocole.

PROJET

Paraphes :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :**ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent Protocole a pour objet de :

- Résilier amiablement le Marché ;
- Solder financièrement le Marché ;
- Mettre fin aux litiges nés ou à naître entre les Parties et ayant trait aux éléments rappelés en Préambule, sous réserve d'une exécution complète des engagements pris par chacune d'entre elles dans le cadre du Protocole.

A cette fin et sans aucune reconnaissance de responsabilité de la part des PARTIES, ni du bien-fondé de leurs positions et de leurs prétentions respectives, les PARTIES s'accordent sur des concessions réciproques, à titre transactionnel.

ARTICLE 2 – RESILIATION AMIALE DU MARCHÉ

Les PARTIES conviennent que le présent Protocole a pour effet de résilier amiablement le Marché qui les lie à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Il est précisé qu'un protocole transactionnel distinct est signé par le DEPARTEMENT avec l'entreprise S2AMETAL, portant également résiliation du Marché.

ARTICLE 3 – CONCESSIONS DES PARTIES

Les PARTIES affirment que le Protocole traduit de part et d'autre l'existence de concessions réciproques, indiquées ci-après.

3.1 Concessions du DEPARTEMENT

3.1.1 Le DEPARTEMENT consent à indemniser le ALKAR des sommes réclamées au titre des frais d'immobilisations des matériaux livrés mais non installés, soit la somme de quarante-six mille six cents vingt (46 620) €, en considérant que :

- ces immobilisations résultent soit de sujétions imprévues (suspension pour cause de crise sanitaire du 17 mars 2020 au 22 juin 2020), soit de «non-maîtrise du foncier » imputables au maître d'ouvrage ;
- ALKAR a produit les factures des immobilisations, démontrant la certitude du préjudice allégué.

Paraphes :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

3.1.2 Le DEPARTEMENT consent à indemniser ALKAR d'une partie des sommes réclamées au titre de sa perte en industrie, résultant de l'allongement de la durée d'exécution du Marché, soit la somme de cent onze mille trois cent douze (111 312) €, en considérant :

- Qu'un maître d'ouvrage peut répondre des conséquences dommageables résultant du non-respect du délai contractuel des travaux, lesquelles consistent en une perte de productivité résultant de l'impossibilité de couvrir les charges fixes par l'affectation sur d'autres chantiers des moyens matériels et humains de l'entreprise (CAA de Lyon, 17 décembre 2009, n°07LY01029) ;
- Que les retards dans le cadre de l'exécution du Marché, non imputables à ALKAR, sont démontrés par ALKAR dans sa réclamation ;
- Un taux de marge raisonnable, s'appuyant sur l'analyse des comptes d'ALKAR au 30 juin 2020, ainsi que sur le taux de marge brut moyen dans les entreprises du secteur de la construction en France en 2020 mesuré par l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2015613>).

3.1.3 Le DEPARTEMENT versera une somme de seize mille sept cent cinquante-huit (16 758) € au titre des intérêts moratoires.

3.1.4 Il est précisé que ces indemnités sont sans incidences sur les sommes à réglées par le DEPARTEMENT à ALKAR en application du décompte de résiliation du Marché.

3.2 Concession d'ALKAR

3.2.1 En contrepartie du paiement de la somme totale de cent soixante-quatorze mille six cent quatre-vingt-dix (174 690) € visé à l'article 3.1, ALKAR reconnaît également avoir été indemnisés de l'ensemble des préjudices que lui a occasionné l'exécution du Marché.

Ainsi, ALKAR renonce de manière définitive à toutes réserves, réclamations, instances ou recours nés ou à naître, sur quelque fondement juridique que ce soit, à l'encontre du DEPARTEMENT, son éventuel assureur ou ses agents, ou leurs ayants droits, afin de percevoir toute somme complémentaire ou indemnité au titre de l'exécution des prestations objet du Marché. Cette renonciation inclut notamment toutes les sommes réclamées à ce jour, et notamment celle de la réclamation du 25 octobre 2022 visée en Préambule.

3.2.2 ALKAR garantit le DEPARTEMENT contre tout recours éventuel intenté par un de ses co-traitant ou sous-traitant à l'encontre du DEPARTEMENT pour obtenir une quelconque indemnisation résultant de l'exécution ou de la résiliation du Marché.

3.2.3 Sur demande du DEPARTEMENT, ALKAR s'engage à fournir toutes les pièces nécessaires à l'installation des abribus et totems objets du Marché, moyennant rémunération et délai de livraison qui seront à définir d'un commun accord entre les PARTIES.

ARTICLE 4 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Paraphes :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

Toutes les clauses et conditions du Marché continuent de s'appliquer sous réserve qu'elles ne soient pas contraires aux stipulations contenues dans le Protocole, ces dernières prévalant en cas de contradiction.

En particulier, les clauses du Marché afférentes aux garanties continuent de s'appliquer pleinement et ne sont pas affectées par le Protocole.

ARTICLE 5 – DATE D'EFFET – EXECUTION - DOMICILE

5.1. Date d'entrée en vigueur du Protocole

Le Protocole est soumis à l'assemblée délibérante du DEPARTEMENT.

Le Protocole entrera en vigueur après sa signature par les PARTIES dûment habilitées à cet effet, de sa transmission au représentant de l'Etat, et de la levée des conditions suspensives de l'article 6.2 ci-après. La transmission au représentant de l'Etat devra être réalisée par le DEPARTEMENT dans un délai maximal de 8 jours à compter de la dernière signature du présent protocole.

La signature du protocole devra avoir lieu dans un délai maximal de 15 jours à compter de la date de la délibération autorisant la signature du Protocole.

5.2. Conditions suspensives

Le Protocole n'entrera en vigueur qu'à la levée de toutes les conditions suspensives suivantes :

- 1) La poses des tôles manquantes dans le constat signé par ETG le 27 février 2023 (*annexe n°2*), et la signature d'un constat de bonne exécution de ces travaux par ETG.
- 2) La signature d'un procès-verbal, par ALKAR et ETG, visant à constater et inventorier les abribus non posés par ALKAR et remis au DEPARTEMENT sur le site de Coconi.
- 3) La remise en état par ALKAR, constatée par ETG et sans surcoût pour le DEPARTEMENT, des abribus non posés remis au DEPARTEMENT, afin de permettre à ce dernier leur installation conformément au Marché ;
- 4) L'établissement d'un décompte de résiliation du Marché accepté et signé sans réserve par les PARTIES, interdisant notamment à ALKAR de déposer ultérieurement un mémoire en réclamation.

Si les conditions n'ont pas été levées par les PARTIES au plus tard le 31 décembre 2023, alors le Protocole sera automatiquement frappé de caducité, ou à défaut de nullité, sans qu'aucune des PARTIES puisse rechercher la responsabilité de l'autre en raison de la non levée de ces conditions suspensives.

5.3. Calendrier de règlement

Paraphes :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

Les montants à régler par le DEPARTEMENT, résultant de l'application du décompte de résiliation et du Protocole, seront réglés dans un délai de 30 jours à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole.

Le paiement de ces sommes dues par le DEPARTEMENT sera effectué par le comptable assignataire du DEPARTEMENT, sur présentation des justificatifs suivants :

- Un exemplaire signé du Protocole,
- Un exemplaire signé sans réserve par les PARTIES du décompte de résiliation du Marché,
- La délibération autorisant la signature du Protocole, et
- La preuve de la transmission du Protocole au contrôle de légalité.

Le règlement sera effectué sur le compte d'ALKAR MAYOTTE SARL.

ALKAR MAYOTTE SARL fera son affaire du règlement de la quote-part éventuellement due à ses co-traitants et sous-traitants, notamment ALKAR SCOP. La responsabilité du DEPARTEMENT ne saurait être engagée quant au règlement de ces sommes.

5.4 Domicile

Pour l'exécution des présentes, les PARTIES font éléction de domicile en leur siège sus-indiqué.

ARTICLE 6 – TRANSACTION

Les PARTIES rappellent que la présente transaction est expressément soumise aux dispositions du titre XV du livre III du code civil « Des transactions » (Articles 2044 à 2052).

Elles n'emportent en aucun cas reconnaissance, par une partie, de sa responsabilité ou acquiescement aux positions et prétentions de l'autre partie.

Chacune des PARTIES garantit à l'autre qu'elle est autorisée et habilitée sans restriction à conclure le Protocole.

Chacune des PARTIES reconnaît être parfaitement informée de la teneur et de l'étendue de ses droits. Elle consent librement et sans contrainte au Protocole après avoir pesé l'ensemble de ses avantages et inconvénients.

Sous réserve de la pleine exécution des engagements pris par application du présent Protocole transactionnel, les PARTIES reconnaissent, par l'effet dudit Protocole, être mutuellement remplies dans leurs droits respectifs et intégralement désintéressées l'une envers l'autre de toute prétention afférente aux faits mentionnés dans ledit Protocole et s'engagent à ne pas remettre en cause les accords intervenus aux termes des présentes.

Toute disposition du Protocole qui viendrait à être déclarée illégale, nulle ou inapplicable par toute juridiction ou autorité, de quelque ordre qu'elle soit, entraînera la nullité de l'ensemble du Protocole. Dans une telle hypothèse néanmoins, les PARTIES conviennent de se concerter et de tout mettre en œuvre afin d'intégrer dans le Protocole une nouvelle clause ayant pour effet de rétablir la volonté commune des PARTIES, dans le respect des lois et règlements applicables.

Paraphes :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

Par exception, si l'alinéa 2 de l'article 6 du Protocole donnant compétence au tribunal administratif de Bordeaux devait être déclaré illégal, nul ou inapplicable par toute juridiction ou autorité, de quelque ordre qu'elle soit, il deviendrait sans effet devant ladite juridiction ou autorité, mais ne saurait porter atteinte aux autres dispositions du Protocole.

ARTICLE 7 – COMPETENCE

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du Protocole, les PARTIES s'efforceront de s'entretenir à l'amiable par tout moyen, dans le respect du principe de loyauté et de bonne foi dans les rapports contractuels. A défaut, les juridictions administratives sont compétentes pour tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution du Protocole.

Le tribunal administratif de Bordeaux est compétent en première instance.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE

Les PARTIES s'obligent à garder confidentiel tant l'existence que le contenu du Protocole, sous réserves, d'une part, des formalités à accomplir par le DEPARTEMENT en vue d'assurer sa conclusion et son exécution et, d'autre part, de leurs obligations légales respectives et notamment la possibilité pour ALKAR de remettre ce protocole à son commissaire aux comptes.

ARTICLE 9 – FRAIS

Chacune des PARTIES garde à sa charge les frais qu'elle a exposés pour l'établissement du Protocole.

Sont annexées à la transaction, comme en faisant intégralement partie, les pièces suivantes :

- Annexe 1 : Décision de l'assemblée délibérante du DEPARTEMENT autorisant son président à signer le Protocole
- Annexe 2 : Constat de l'avancement des travaux signé le 27 février 2023

Fait en 3 exemplaires originaux.

Pour le DEPARTEMENT	Le A	Signature :
Pour ALKAR MAYOTTE	Le A	Signature :
Pour ALKAR SCOP	Le	Signature :

Page 8 sur 8

Paraphes :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

CONCLU DANS LA CADRE DE L'EXECUTION ET LA RESILIA

PR

Envoyé en préfecture le 27/07/2023
Reçu en préfecture le 27/07/2023
Publié le
ID : 976-229850003-20230727-DL1207230145-DE

	A	
--	---	--

PROJET

Page 9 sur 9

Paraphes :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP